l'Anticapitaliste

n°823 |19 novembre 2026 | 2 €

l'hebdo du **NPA ~ L'ANTICAPITALISTE**

DES DROITS POUR TOUTES



DES MOYENS POUR PRÉVENIR ET PROTÉGER

25 NOVEMBRE Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minoriséEs de genre

ZOOM
VSS. Une ambition féministe détournée !
Page 3

ARGUMENTS
Loi contre les VSS : derrière l'unanimité, les reculs
Page 5

LUTTER
L'Europe raciste renforce son bras armé Frontex
Page 6

CHAMP LIBRE
Jeunesse en lutte. Entretien avec avec les Jeunesses anticapitalistes
Page 8

Édito

Un par un, Depardieu

Par **AURÉLIANNE ABITBOL**

Un à un, à force d'immenses efforts militants et grâce au courage des victimes, des hommes célèbres tombent pour des violences sexuelles répétées. Après Patrick Bruel, qui a annulé sa tournée, c'est aujourd'hui Gérard Depardieu qui renonce à faire appel de sa condamnation pour agressions sexuelles. On ne saura probablement jamais ce qui l'a finalement décidé. Véritable prise de conscience ? Frais d'avocats devenus trop lourds face à l'avalanche de preuves ? Une chose est sûre : il aura fallu des années, de nombreuses plaintes, les témoignages à visage découvert de plusieurs victimes, des images documentant ses propos odieux et obscènes sexualisant les femmes, y compris une enfant, une vidéo récemment publiée par *Mediapart* où on le voit passer la main sous la jupe d'une figurante… et, bien sûr, une belle bande de « sales connes » pour en arriver là.

Après un procès d'une telle violence que le tribunal a reconnu une « victimisation secondaire » des plaignantes, Depardieu a donc renoncé à faire appel cette semaine. Il aurait même déclaré : *« La justice s'est prononcée. J'ai été reconnu coupable. Je l'entends et j'assume cette condamnation. »* C'est à demi-mot, c'est insuffisant, mais c'est un aveu de la part de celui qui clamait son innocence et son droit à la grivoiserie, soutenu par une partie du monde du cinéma et de la classe politique. Et pas des moindres ! Macron saluait alors *« un immense acteur »* qui *« rend fière la France »*.

De notre côté, nous étions et sommes toujours fortes, fières, féministes, radicales et en colère.

Car cette petite victoire rappelle douloureusement le chemin qu'il reste à parcourir pour obtenir un semblant de justice. Elle rappelle aussi qu'il est inutile de compter sur la seule prise de conscience des hommes mis en cause : il faudra un rapport de forces durable, capable de résister aux retours de bâton de ceux qui veulent maintenir l'ordre patriarcal. Il se construit dans la rue, dans la solidarité avec les victimes et dans l'exigence d'une loi intégrale contre les violences sexuelles, avec les moyens qui vont avec.

Alors on ne saura probablement jamais ce qui a poussé Depardieu à plier. Nous, on sait déjà que ce n'est qu'un début.

À la Une

LUTTE SOCIALE

Un pouvoir minoritaire, une révolte qui dure

La journée du mardi 17 novembre marque l'enracinement de la mobilisation, avec la jeunesse encore massivement présente dans les rues et un demi-million de manifestantEs.

Le gouvernement répond à cette révolte populaire par toujours plus d'intimidation et de répression. Le 13 novembre, les proviseurs ont ainsi reçu une circulaire conjointe des ministères de l'Intérieur et de l'Éducation précisant que les forces de l'ordre *« n'ont pas de restriction de principe sur les moyens employés »* pour *« sécuriser »* les établissements. Elle leur enjoint de renforcer les *« réponses disciplinaires »* et les dépôts de plainte face aux blocages, et autorise des interdictions d'accès discrétionnaires visant des élèves. Les enseignantEs sont également viséEs (lire le No comment ci-contre).

Le pouvoir peut refuser de voir ce mouvement profond. Mais nous, on les voit bien, ces adultes paniqués, accrochés à leur vieux monde, discutant du pire à réserver à des jeunes qui leur résistent.



Profondeur et ancrage de la révolte d'en bas

Le gouvernement a perdu la bataille des images et des idées, malgré les tentatives politico-médiatiques racistes de délégitimer le mouvement. Certes, celui-ci n'a pour l'instant obtenu que des miettes. Mais ces miettes montrent qu'il est possible de gagner, et doivent renforcer notre détermination. Surtout, cette révolte a des répercussions profondes sur la société : elle accélère la fracturation d'une hégémonie bourgeoise déjà en crise.

Le million de signatures pour fermer CNews, la fronde publique de 160 journalistes de BFMTV contre l'extrême-droitisation de la ligne éditoriale ou encore la tribune de hauts fonctionnaires alertant sur les atteintes aux libertés publiques doivent beaucoup à cette mobilisation et à la répression qu'elle a subie. Ces hauts fonctionnaires écrivent : *« Autant l'histoire que l'actualité internationale nous enseignent que les bascules autoritaires ne surviennent pas brutalement. Elles s'installent par petites touches, à mesure que des atteintes exceptionnelles aux libertés se banalisent* […]. *Faisons usage de toutes les marges de manœuvre dont nous disposons pour garantir les droits fondamentaux de la population. »* Citons également ces médecins et éluEs qui demandent l'interdiction des gaz lacrymogènes au vu de leurs graves conséquences gynécologiques. Près de 10 000 témoignages de personnes exposées à ces gaz depuis le début du mouvement ont été présentés à l'Assemblée nationale mardi 17 novembre.

En finir avec Macron et son monde, c'est maintenant !

Tous ces éléments témoignent qu'une partie de la société fait sécession, portée par un mouvement qui pose toutes les questions : pouvoir, répartition des richesses, démocratie.

Mais plus le temps passe, plus grandit le risque de voir la bataille politique se déplacer sur le terrain institutionnel de la présidentielle. Pourquoi faire grève aujourd'hui si l'on peut virer ce gouvernement en 2027 ? Même s'il est logique que l'élection apparaisse comme l'horizon politique, c'est dès aujourd'hui, dans la rue, que se prépare la suite.

De ce point de vue, cette séquence offre aussi des occasions de politisation et de construction de cadres d'auto-organisation pouvant alimenter un front antifasciste. Ces élections n'auront pas la même tête dans un pays couvert d'AG (rêvons un peu) et de collectifs puissants, capables de mettre en échec Macron et Lecornu sans attendre, puis de contester le pouvoir des dirigeantEs, quels qu'ils ou elles soient, après les élections.

En l'absence de perspectives claires de la part des directions syndicales, les rendez-vous ne manqueront pas pour se mobiliser et discuter de la nécessité d'une grève durable pour gagner : le 20 novembre pour la journée du souvenir trans, l'appel européen des 20, 21 et 22 novembre contre la vie chère, les 25 et 28 novembre contre les VSS, la poursuite de l'examen du budget et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, le recours au 49.3, désormais probable malgré les promesses… Autant d'occasions de renforcer le mouvement.

Ce gouvernement n'a jamais été aussi minoritaire. Il ne tient que par sa police, qui montre elle-même des signes de fatigue. Continuons d'ancrer et d'élargir les mobilisations sociales pour le faire dégager.

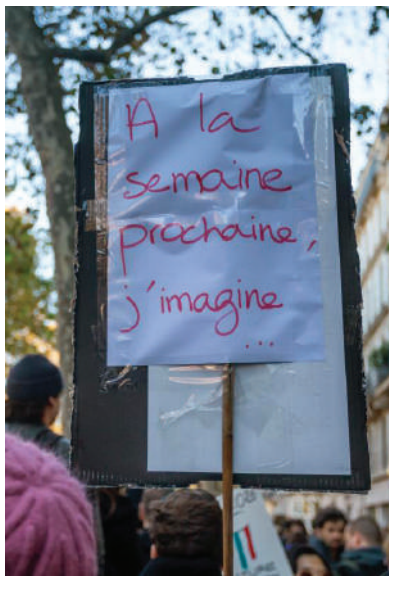
William Donaura

Acturama









200 000 CONTRE LE PERMIS DE TUER ET L'AUSTÉRITÉ LE 14 NOVEMBRE

Le samedi 14 novembre, 200 000 personnes ont encore manifesté lors de ces rendez-vous de convergence désormais hebdomadaires, entre lesquels s'intercalent des journées de grève. Ce samedi, le refus de la proposition de loi « permis de tuer » était au cœur de la mobilisation, aux côtés de la poursuite de la révolte de la jeunesse et de la lutte contre le budget d'austérité et la vie chère. Cette jonction entre jeunesse, Gilets jaunes, syndicats et lutte contre les violences policières est un appui pour poursuivre et élargir la révolte sociale, antifasciste et antiraciste.

Photos Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Bien dit

La révolte ne se laissera pas enfermer

C'est ce qu'affirment, dans une lettre écrite depuis leurs cellules, des révoltéEs emprisonnéEs. Face à la vague de mobilisation, le gouvernement multiplie les violences policières, les gardes à vue, les comparutions immédiates, les détentions provisoires, les assignations à résidence et les mesures de surveillance, tandis que s'accumulent les projets et propositions de loi « casseurs-payeurs » ou « permis de tuer ». Mais même derrière les barreaux, la combativité demeure. Exigeons la libération des personnes emprisonnées et l'abandon des poursuites !

VSS Une ambition féministe détournée !

Votée en première lecture à l'Assemblée le 13 octobre dernier, la loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles contient quelques avancées et des reculs importants. Protections affaiblies, droits sociaux écartés, financements incertains : les avancées de la loi risquent de rester largement théoriques. La prévention et l'accompagnement des victimes nécessitent pourtant des services publics renforcés : c'est pour cela que la mobilisation est essentielle.

Parmi les avancées, notons la reconnaissance implicite du caractère systémique des violences sexistes et sexuelles contre les femmes et les enfants, la reconnaissance de l'inceste comme infraction — c'est la première fois que cet acte est nommé en tant que tel dans le code pénal, même si cela reste insuffisant — ; la reconnaissance aussi de la victimisation secondaire et l'interdiction d'enquêter sur le passé sexuel des victimes.

Des protections affaiblies

La protection des enfants à l'école illustre la réduction des ambitions (voir page 5).
Autre recul : les dispositions concernant la filiation des enfants nés d'un viol ont été affaiblies en commission parlementaire. La rédaction initiale devait empêcher l'établissement de la filiation avec l'auteur du viol. Elle a été remplacée par un mécanisme faisant peser sur la mère et l'enfant la charge d'une nouvelle procédure.

Des droits sans moyens ?

Le texte prévoit des unités spécialisées au sein de la police judiciaire, une transformation du parcours des victimes et une meilleure prise en charge médicale et psychologique. Mais ces dispositifs nécessitent des recrutements, des formations et des financements durables. L'article 68 prévoit une programmation de 3 milliards d'euros par an de 2027 à 2032. La Coalition féministe demande toutefois que cette somme constitue un plancher réellement contraignant, et non un simple objectif budgétaire.
Plusieurs amendements visant à renforcer les garanties ont également été rejetés : formation des personnels spécialisés, accès aux démarches judiciaires dans une langue comprise, meilleure prise en charge des femmes et enfants sans-abri victimes de violences ou représentation des associations ultramarines. Le RN, la droite et les macronistes ont ainsi, par leurs votes et leurs amendements, limité la portée de plusieurs protections.
LFI a par ailleurs contesté l'extension de la garde à vue des agresseurs à 96 heures, estimant qu'elle n'était pas nécessaire à la protection des victimes. Une politique féministe ne peut se réduire à l'alourdissement des dispositifs pénaux : elle doit garantir l'accès aux soins, à la justice, à l'accompagnement et à la prévention.

Poursuivre la mobilisation

Le texte doit maintenant être examiné au Sénat, avec une première étape annoncée en janvier 2027. La Coalition met la pression pour que cela soit dès début janvier, afin de permettre l'adoption d'ici fin février, les prochaines élections raccourcissant la session. Cela nécessite donc une première vigilance, pour éviter que ce qui semble acquis passe à la trappe ! Il faudra aussi défendre les protections supprimées, obtenir des financements effectifs et veiller à l'application des mesures adoptées.



La protection des femmes et des enfants exige des services publics renforcés, des personnels formés et des moyens à la hauteur des besoins. C'est par la mobilisation des associations, des syndicats, des partis et des collectifs féministes que nous pourrons continuer à imposer ces exigences.
Le 25 novembre étant un jour de semaine, il sera surtout l'objet d'initiatives sur les lieux de travail, entre autres afin que le congé rémunéré, voté à l'Assemblée pour pouvoir effectuer les démarches à la suite des violences, soit maintenu.
Les plus grosses manifestations auront lieu le samedi 28 novembre, grâce à l'appel unitaire de Grève féministe. Elles verront la convergence avec d'autres secteurs en lutte. Et c'est particulièrement précieux, car gagner « du fric pour les services publics » permettra entre autres la généralisation de l'EVARS. Le 28 dans la rue contre les violences sexuelles, battons le record du 5 novembre !
Commission nationale d'intervention féministe

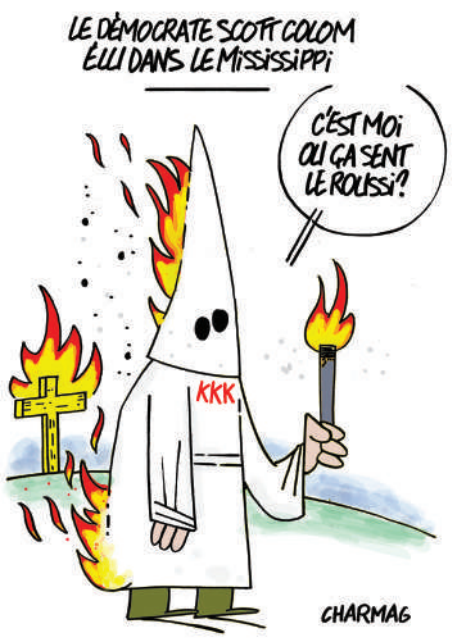
ÉTATS-UNIS La victoire de Scott Colom au Mississippi

Dans un État marqué par l'esclavage, la ségrégation et les assassinats de militantEs, l'élection du sénateur noir Scott Colom est le fruit d'une longue lutte pour les droits civiques et l'égalité.

Les Démocrates ont largement battu les Républicains aux élections de mi-mandat. Une victoire se distingue : celle de Scott Colom au Sénat dans le Mississippi. Cet État, qui compte la plus forte proportion de personnes noires du pays (38 %), n'avait pas élu de sénateur noir depuis 145 ans. Une victoire à mesurer à l'aune des décennies de discriminations et de violences racistes subies par sa population noire.

De l'esclavage à la conquête des droits politiques

Dans cet ancien État esclavagiste du Sud profond, les personnes réduites en esclavage n'ont obtenu leur liberté qu'en 1865, après la victoire de l'armée de l'Union, conduite par le président républicain Abraham Lincoln et le général Ulysses S. Grant, sur la Confédération. Mais, dans tout le Sud, les dirigeants confédérés et la population blanche refusaient d'accepter leur défaite et la liberté des NoirEs, qui constituaient alors la majorité de la population du Mississippi. Pendant deux ans, de 1865 à 1867, le président Andrew Johnson a laissé les Blancs continuer à diriger l'État et imposer aux ancienNEs esclaves des lois discriminatoires : les « codes noirs ».
Le Congrès étatsunien a pris en main la Reconstruction du Sud : occupation militaire, création du Bureau des affranchis pour aider les familles des ancienNEs esclaves, ouverture d'écoles publiques. Durant cette « Reconstruction radicale », les NoirEs ont obtenu la citoyenneté, le droit de vote et



d'éligibilité. Majoritaires dans l'État, iels ont élu deux sénateurs : Hiram Revels (1870-1871) et Blanche K. Bruce (1875-1881).

La terreur suprémaciste pour rétablir la domination blanche

Mais la Reconstruction radicale a pris fin dans le Mississippi en 1875, sous les coups du « Mississippi Plan », une campagne suprémaciste blanche mêlant intimidations violentes des électeurEs et fraude électorale. En 1877, les Républicains ont retiré l'armée de l'Union. Le Ku Klux Klan et le gouvernement de l'État ont alors eu recours à la violence, notamment aux lynchages, pour soumettre la population noire. En 1890, la plupart des NoirEs du Mississippi avaient perdu leur droit de vote, subissaient la ségrégation raciale et travaillaient comme métayerEs dans les plantations, plongéEs dans la misère.
Lorsque le mouvement noir pour les droits civiques a pris son essor après la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants blancs du Mississippi ont cherché à l'endiguer. Pour empêcher les NoirEs de voter, ils refusaient leur inscription, exigeaient une taxe électorale inaccessible ou imposaient des tests de lecture, parfois en latin.
À mesure que le mouvement pour les droits civiques se développait, les suprémacistes blancs du Mississippi ont également assassiné de nombreux militantEs du droit de vote : le révérend George Lee et Lamar Smith en 1955 ; Medgar Evers, organisateur de l'Association nationale pour la promotion des personnes de couleur (NAACP), en 1963 ; puis, en 1964, trois jeunes militants — James Earl Chaney, Andrew Goodman et Michael Henry Schwerner —, tués par le Klan.

Une victoire héritière des luttes pour les droits civiques

Malgré le recul des violences après les lois sur les droits civiques de 1964 et sur le droit de vote de 1965, les responsables politiques blancs ont continué à entraver l'inscription des NoirEs sur les listes électorales et à manipuler les circonscriptions pour diluer leur vote.
Enfin, en novembre 2026, après tant de luttes et de sacrifices des militantEs noirEs, Scott Colom a remporté la victoire, au terme d'une intense campagne de terrain, portée par la vague démocrate.
Dans son discours de victoire, Scott Colom a évoqué les militantEs des droits civiques, comme Medgar Evers, qui avaient *« gardé la foi »* dans la possibilité de conquérir leurs droits. Revenant sur cette histoire longue et douloureuse, il a déclaré : *« Dieu ne voulait pas nous accorder une victoire facile : il voulait que nous l'obtenions à la manière du Mississippi. »*
Dan La Botz

No comment

« Des personnels se livrent à des complicités avec lâcheté »

Sébastien Lecornu, Premier ministre, lors d'une conférence de presse le 12 novembre, accuse des personnels de faciliter les violences et brandit la menace de poursuites judiciaires et disciplinaires. Après les matraques et les sanctions contre les lycéenNEs mobiliséEs, le gouvernement cherche des coupables dans les salles des profs. Notre réaction collective doit être la solidarité contre la répression et les intimidations, et l'amplification de la mobilisation : Lecornu et sa bande doivent dégager.

Agenda

Jeudi 19 novembre, réunion publique du NPA-A *« Pour une révolution écosocialiste »*, avec Christine Poupin, Poitiers (86). À 20 h, salle Rimbaud.

Samedi 21 novembre, Fête du NPA-A 35, avec Christine Poupin, Rennes (35). À partir de 15 h 30 au Carrefour 18, métro Henri-Fréville. Prix libre.

Mercredi 25 novembre et samedi 28 novembre, manifestations contre les violences faites aux femmes.

Jeudi 26 novembre, projection-débat du film « Jusqu'au bout ! » de Sarah Bachellerie et Hamad Gamal sur la révolution soudanaise, Paris (75). À 19 h 30 au Baranoux, 75, rue Compans, Paris 19e.

Vendredi 27 et samedi 28 novembre, colloque Daniel Bensaïd, Paris (75). À partir de 9 h au campus des Grands Moulins de l'université Paris-Cité. Plus d'infos sur danielbensaid.org



Mercredi 2 décembre, réunion publique pour un front unitaire, social et antifasciste, avec Christine Poupin, porte-parole nationale du NPA-A, Quimper (29). À 20 h, salle des Ursulines.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@lanticapitaliste.org
Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 1225-C-93922
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tirage : 1800 exemplaires
Directrice de publication : Penelope Duggan
Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière
Graphisme : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

UKRAINE La protection temporaire pour toustes !

L'exclusion de certains hommes ukrainiens de la protection temporaire porte atteinte à la liberté de conscience et au droit à la vie familiale. La solidarité avec la résistance ukrainienne doit respecter le libre engagement des intéresséEs.

L'Union européenne a activé le 4 mars 2022, pour les personnes fuyant l'invasion russe en Ukraine, le mécanisme de protection temporaire (PT) mis en place en 2001 en cas d'afflux massif de personnes déplacées. Cette protection prévoyait un droit au séjour, à l'emploi, aux études et à la santé.

Les populations concernées étaient les UkrainienNEs qui vivaient en Ukraine au moment de l'attaque russe et les non-UkrainienNEs titulaires d'un titre de long séjour en Ukraine. Cette protection a été prorogée chaque année par le Conseil de l'UE et assortie en septembre 2025 d'une incitation à la transition vers d'autres statuts via le travail ou les études.

En parallèle, les dispositifs d'hébergement et d'aides sociales étaient réduits dans tous les pays d'accueil. Les bénéficiaires de la protection temporaire étaient plus de 4,4 millions en août 2026, inégalement répartiEs dans les pays de l'UE et ukrainienNEs à 98%.

Le Conseil de l'Union européenne a prorogé le 30 juillet 2026 la PT jusqu'au 4 mars 2028 et en a exclu les Ukrainiens qui ne seraient pas à jour de leurs obligations militaires. Cette exclusion, décidée de concert avec les autorités ukrainiennes, a pris effet le 5 août 2026 et n'est pas rétroactive.

Une privation de droits fondamentaux

La directive sur la protection temporaire accorde-t-elle au Conseil le pouvoir de limiter son champ d'action quatre ans après son activation ? S'il en avait le droit, cela constituerait un précédent inquiétant. On voit mal ce qui empêcherait à l'avenir le Conseil de priver de la PT d'autres catégories de populations.

Cette décision ne visera dans les faits que des hommes ukrainiens et créera une discrimination entre les hommes ukrainiens arrivés avant ou après le 5 août 2026.

Elle pénalise la liberté de conscience puisqu'elle interdit à ces derniers de faire défaut dans les rangs ukrainiens.

Enfin, cette restriction va empêcher des hommes de rejoindre leurs conjointes et/ou leurs enfants résidant en Europe. Or, les membres de la famille des personnes bénéficiant d'une PT sont des ayants droit à la PT, selon la décision de 2022. La majorité des bénéficiaires de la PT sont actuellement des femmes ukrainiennes seules et des enfants. Si un primo-arrivant, un homme âgé de 18 à 60 ans, quitte l'Ukraine pour rejoindre des membres de sa famille qui ont obtenu la PT dans l'UE depuis 2022, son exclusion serait automatique et porterait atteinte au droit à la vie familiale et aux obligations prévues par la décision de 2022.

Une surenchère anti-immigration

Pour le NPA-l'Anticapitaliste, cette restriction, décidée par en haut, s'inscrit dans le droit fil de la surenchère anti-immigration au niveau européen et est une atteinte de plus à la liberté d'installation et de circulation. S'il est encore trop tôt pour imaginer les effets délétères qu'elle entraînera, on peut d'ores et déjà souligner qu'elle jettera l'opprobre sur les hommes ukrainiens déjà bénéficiaires de la PT en Europe. Si on ne connaît pas non plus ses modalités et conditions d'application, on peut supposer sans difficulté qu'elle fournira de nouvelles occasions de corruption pour obtenir des dérogations aux obligations militaires ou encore des autorisations de sortie du territoire.

Cette décision du Conseil de l'UE ne relève pas d'une volonté exprimée à la base et n'est pas une revendication, que ce soit en Ukraine ou dans les pays membres de l'UE.

Pour un engagement librement consenti

Nous soutenons la résistance ukrainienne, au niveau militaire également, sur la base du libre consentement, de l'engagement décidé par les intéresséEs et non par leurs gouvernants, et encore moins par les gouvernements européens !

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A

PALESTINE Gaza sous la pluie, la famine et les bombes

À Gaza, les pluies aggravent les conditions de vie d'une population déplacée et affamée. Le gouvernement israélien ironise, tandis qu'il continue d'entraver l'aide humanitaire et de tuer en toute impunité.

« *Contrairement à l'idée reçue, nous ne contrôlons pas la pluie.* » C'est sans aucune honte que le compte X du gouvernement israélien a ironisé sur les pluies diluviennes qui tombent sur Gaza, tentant ainsi de se dédouaner à bon compte des conséquences de sa politique génocidaire. Car si la pluie ne vient pas d'Israël, les conditions de vie scandaleuses imposées à la population de Gaza relèvent de sa responsabilité.

La quasi-totalité des GazaouiEs ont été déplacéEs de leur habitation en dur et vivent dans des tentes sur une bande de plus en plus étroite et proche de la mer, le reste de la bande de Gaza leur étant interdit sous peine de mort. Les pluies, qui surviennent après un été et caniculaire, ont transformé Gaza en un champ de boue extrêmement dangereux pour les personnes vivant sous des tentes. Des glissements de terrain ont déjà tué plusieurs personnes. Les tentes n'ont pas résisté à la pluie : la plupart se sont déchirées, devenant inhabitables. Généralement faites de plastique de récupération, elles ne sont pas adaptées à ce genre de conditions. Les inondations ont également créé des problèmes d'évacuation des eaux usées qui favorisent la propagation des maladies.

Une population affamée, une aide entravée

Tout cela est la faute d'Israël, qui bloque de l'autre côté de la frontière plusieurs dizaines de milliers de tentes. Israël laisse d'ailleurs entrer peu de choses, notamment peu de nourriture, alors que toustes les PalestinienNEs de Gaza, sans exception, dépendent désormais de l'aide humanitaire pour nourrir leurs familles. Fin octobre, le Programme alimentaire mondial a annoncé qu'en raison d'un manque de fonds, l'aide alimentaire dans la bande de Gaza serait réduite d'un tiers. Cette réduction prive presque un demi-million de personnes de l'aide qu'elles recevaient chaque mois.

Le nombre de repas chauds distribués par ce programme a également été réduit, passant de 250 000 à 150 000 par jour. Dans certaines zones difficiles d'accès situées près de la « ligne jaune », les bénéficiaires recevront désormais un repas chaud tous les deux jours au lieu d'un par jour. Les pénuries alimentaires frappent Gaza depuis longtemps : avant même ces annonces, 67% de la population était déjà confrontée à une insécurité alimentaire aiguë atteignant un niveau de crise, voire pire (phase 3 de l'IPC ou supérieure). Immédiatement après l'annonce, plusieurs boulangeries de Gaza ont fermé leurs portes et cessé de vendre du pain, déclenchant des sit-in devant ces établissements dans plusieurs zones.

Les hôpitaux pris pour cibles

Mais Israël ne se contente pas d'affamer la population : il a pris l'habitude de prendre pour cible et d'envahir des hôpitaux et des centres médicaux, d'y tuer des personnels médicaux, mais aussi des journalistes. L'attaque contre l'hôpital Nasser est la dernière en date : elle a fait plusieurs morts et des dizaines de blesséEs. C'est à la suite de l'une des dernières incursions militaires dans le complexe médical Nasser — attaqué à sept reprises — que des fosses communes ont été découvertes dans la cour de l'hôpital. Attaquer un hôpital sème la terreur, en particulier parmi celles et ceux qui dépendent des soins limités encore disponibles, mais met également en danger les familles déplacées vivant dans des tentes aux abords des complexes hospitaliers. Beaucoup de ces tentes sont elles-mêmes devenues la cible d'attaques.

En octobre 2023, les autorités israéliennes niaient tout bombardement contre les hôpitaux : ces attaques sont désormais courantes. La famine persiste, même pendant le cessez-le-feu. Gaza est passée en arrière-plan, mais les provocations du service de communication d'Israël nous rappellent à la fois la déshumanisation du peuple palestinien par cet État et l'impunité avec laquelle il peut tuer et affamer les PalestinienNEs.

Édouard Soulier



LOGEMENT Une grève générale dans l'État espagnol

De la lutte contre les expulsions à la grève générale du 11 novembre, une mobilisation de masse secoue l'État espagnol et met le gouvernement sous pression.

Le 22 septembre, après sept ans de bataille juridique, Maricarmen Abascal, 87 ans, est expulsée de son logement madrilène sur une civière. Les images et la répression de ses soutiens déclenchent des manifestations dans 60 villes.

Locataire depuis 1956, elle payait un loyer protégé de 500 euros. Après le rachat de l'immeuble, Urbagestion exigeait 2650 euros pour une pension de 1300 euros. Le fonds a obtenu son expulsion grâce à une faille juridique héritée du franquisme.

La lutte pour le logement embrase le pays

Son histoire concentre la violence d'un marché livré aux fonds vautours et aux locations touristiques. Les loyers approchent les niveaux français, avec des salaires bien inférieurs : 60% des 18-35 ans vivent encore chez leurs parents.

Les manifestations rassemblent ensuite des centaines de milliers de personnes. Les campements autogérés renouent avec l'occupation des places de 2011. Sous pression, le fonds autorise Maricarmen à retrouver son logement au même loyer. Mais, épuisée et traumatisée, elle meurt le 7 octobre avant de pouvoir rentrer. De nouvelles manifestations dénoncent les responsabilités des fonds, de la police et des gouvernements. Acculé, Pedro Sánchez présente deux décrets jugés dérisoires par le mouvement, mais rejetés par la droite et l'extrême droite. Il avance les législatives au 29 novembre, face à la menace d'une coalition PP-Vox.

Mobilisations antifascistes, résistance aux expulsions et grève des enseignantEs de Madrid alimentent la colère. L'accident ferroviaire Madrid-Séville, qui a fait 69 morts, aggrave le discrédit du pouvoir.

Une grève générale historique

ExcédéEs par une situation sociale dramatique et huit ans de mesurettes du gouvernement « progressiste », qui n'ont rien changé structurellement dans un pays où, comme partout ailleurs en Europe, les services publics sont à l'os, où une génération entière est réduite à la misère et à la précarité, et où l'extrême droite est à l'offensive, les militantEs des places occupées ont franchi un cap qualitatif énorme en réussissant à amener les grandes centrales syndicales (les Commissions ouvrières et l'UGT) à décréter une grève générale pour le 11 novembre, la première depuis 2012.

Cette journée a été d'une ampleur historique : 5 millions de grévistes (sur 19 millions de travailleurEs salariéEs) ; 2 millions de manifestantEs, dont 400 000 à Barcelone, 500 000 à Madrid, 80 000 à Valence, 200 000 à travers un Pays basque entièrement paralysé ; des taux de grève atteignant 84% des travailleurEs en Catalogne (dont la quasi-totalité de l'industrie). Des piquets sur les autoroutes, devant les zones commerciales, les supermarchés, les dépôts de bus et les centres de tri postaux, ainsi que devant les universités (où 100% du personnel et des étudiantEs ont cessé le travail).

Une atmosphère d'auto-organisation et de confrontation politique avec les pouvoirs centraux et régionaux, qui ont répondu avec leur arme habituelle : la répression policière, brutale et sans retenue. Des dizaines de blesséEs et des centaines d'arrestations à travers tout le pays, des nasses, des contrôles d'identité injustifiés, de la part d'un gouvernement PSOE qui prétendait le matin même « *comprendre et soutenir la grève* ». Les travailleurEs se souviendront de ce soutien !

Un succès extraordinaire, préparé pendant des semaines par de multiples comités de grève dans les quartiers, universités et lieux de travail, avec le Sindicato de Inquilinas (Syndicat des locataires, l'organisation de masse de lutte contre le mal-logement et les expulsions) en tête de la mobilisation.

La grève n'étant pas pour le moment reconductible, elle s'est arrêtée le 11 novembre au soir. Les suites sont à construire, mais il y aura un avant et un après pour toute une génération militante.

Y. S.

Version courte d'un article à paraître dans la revue *l'Anticapitaliste*.

Mobilisation européenne pour le logement

Les 20, 21 et 22 novembre, des syndicats de locataires, associations et mouvements sociaux appellent à des manifestations coordonnées dans sept pays européens contre le logement cher et la vie chère (État espagnol, France, Italie, Grèce, Portugal, Belgique et Royaume-Uni).

Ils entendent construire une réponse internationaliste à la spéculation et à l'austérité : baisse des prix du logement, de l'alimentation et de l'énergie, hausse des salaires et des pensions, services publics renforcés, taxation des riches et arrêt du réarmement.

En France, la plateforme Logement pour toustes appelle à se mobiliser le 21 novembre, également contre le projet de loi Jeanbrun et ses attaques contre les locataires et les HLM.

À lire sur le site

RDC: Ebola hors de contrôle, par Paul Martial

FÉMINISME

LOI CONTRE LES VSS : DERRIÈRE L'UNANIMITÉ, LES RECULS

Le 13 octobre, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la proposition de loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Une avancée issue de plusieurs années de mobilisation féministe, mais dont l'ambition a été considérablement réduite au fil du processus parlementaire. La macronie, la droite et le RN ont notamment obtenu plusieurs reculs, en particulier sur la protection des femmes étrangères et la prévention des violences faites aux enfants à l'école.

Dossier réalisé par la Commission nationale d'intervention féministe



Femmes étrangères : les sacrifiées

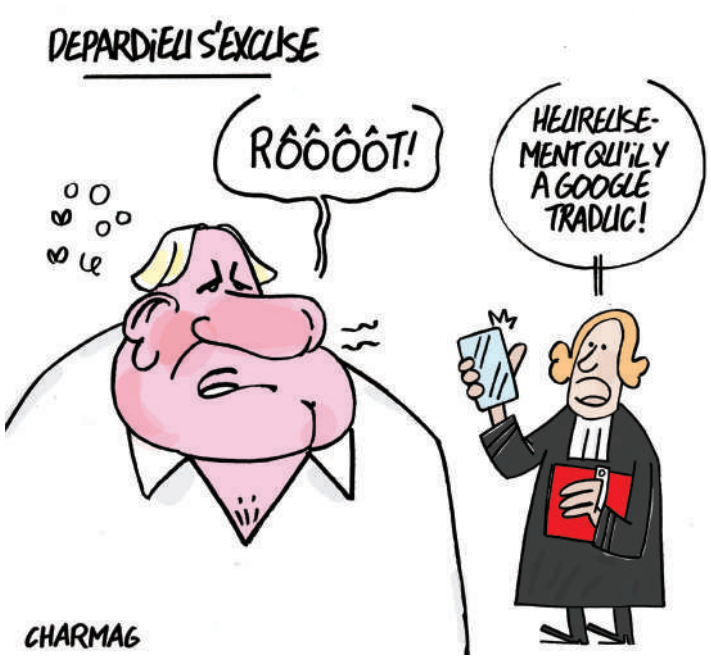
Le recul le plus emblématique concerne les femmes étrangères, dont la protection a été sacrifiée aux obsessions de l'extrême droite et de la droite extrémisée.

Pour le RN, la droite et les macronistes, toutes les victimes ne méritent pas d'être protégées.

Les femmes étrangères exclues

L'article 62 devait empêcher qu'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) soit prononcée contre une personne étrangère ayant déposé plainte pour certaines violences, tant que la procédure pénale n'était pas achevée. Le 9 octobre, les députéEs ont supprimé cette protection. Les amendements étaient portés par le RN, la Droite républicaine, Horizons, Ensemble pour la République et LIOT. La ministre Aurore Bergé les a également soutenus, invoquant notamment les risques de détournement du dispositif et l'avis du Conseil d'État.

Le RN a dénoncé une prétendue *« filière d'immigration »*, allant jusqu'à présenter les victimes comme susceptibles d'utiliser les plaintes pour échapper à une expulsion. La droite et les macronistes ont contribué à la suppression de l'article. Une majorité des députés de gauche, masculins, toutes formations politiques confondues, étaient absents au moment de ce débat. Pourtant, l'enjeu était concret et éminemment politique : comment porter plainte contre un conjoint violent lorsque son droit au séjour dépend de la vie commune avec celui-ci ? Cela a soulevé des réactions d'indignation dans les rangs des féministes, à commencer par l'Assemblée des femmes des quartiers populaires, mais aussi de la part de la Coalition féministe et enfantiste, déterminées à ne rien lâcher.



La Cimade alerte sur la perte de leur titre de séjour par près de 70 % des femmes étrangères qu'elle accompagne dans ses permanences spécialisées lorsqu'elles quittent un conjoint violent. La rapporteure communiste Elsa Faucillon a rappelé que cette mesure devait précisément permettre aux victimes de parler sans craindre de perdre leur droit au séjour.

En supprimant cette garantie, les parlementaires maintiennent une menace supplémentaire au-dessus de la tête des victimes : celle de l'expulsion. Sarah Legrain (LFI) a dénoncé un front allant de Gabriel Attal à Marine Le Pen contre la protection des femmes étrangères. Elsa Faucillon a résumé cette contradiction : *« Quand vous entendez "femme étrangère", vous entendez "étrangère" et pas "femme" d'abord »*.

Un consensus de façade

Ce vote illustre les limites de l'unanimité parlementaire. Pour une majorité de l'Assemblée, les droits des femmes sont proclamés comme une priorité, mais deviennent négociables dès qu'ils entrent en contradiction avec la politique anti-immigration. Le RN assume ouvertement cette logique. La droite et les macronistes, en soutenant la suppression de l'article, ont également fait passer leur médiocre course derrière le RN avant la protection des victimes. La procédure doit se poursuivre au Sénat. La mobilisation féministe reste indispensable pour défendre les garanties supprimées et empêcher de nouveaux reculs. Une loi contre les violences ne peut être universelle dans ses discours et conditionnelle dans son application. Toutes les femmes doivent être protégées, quelle que soit leur nationalité ou leur situation administrative.

À l'école, protéger les enfants attendra 2032

Alors que les violences sexuelles touchent aussi les plus jeunes, l'obligation d'entretiens individuels réguliers à l'école a été largement repoussée. Au nom du manque de moyens, le gouvernement sacrifie une nouvelle fois la prévention.

L'article 30 de la proposition de loi prévoyait un entretien individuel annuel obligatoire pour chaque enfant, de la maternelle à la majorité, afin de mieux repérer les violences et de permettre aux victimes de parler dans un cadre protecteur. Après la mobilisation de la Coalition féministe et enfantiste, un « compromis » a limité l'obligation à quatre entretiens jusqu'en 2032, date à laquelle l'entretien annuel devrait être généralisé.

Une protection au rabais

Un amendement du rapporteur Erwan Balanant avait d'abord transformé l'entretien obligatoire en simple proposition à partir du CP, excluant les plus jeunes. Le questionnement systématique des enfants disparaissait également. Le ministre Édouard Geffray a justifié ces reculs par le manque de personnels et les difficultés matérielles.

Mais combien de victimes resteront sans protection entre deux entretiens espacés de plusieurs années ? Selon les chiffres avancés par la Coalition à partir des travaux de la CIIVISE, seules 13 % des victimes parlent au moment des faits, et 9 % dans les situations d'inceste. La peur, la honte et l'emprise empêchent souvent les enfants de parler. CertainEs n'ont pas les mots pour comprendre et raconter ce qu'iels subissent, notamment lorsque les violences sont commises par un proche. Attendre une révélation spontanée revient à faire peser sur les victimes la responsabilité de leur protection. Les entretiens réguliers sont indispensables pour créer des occasions de dialogue et repérer les violences avant qu'une situation de détresse ne devienne visible.

Des moyens, pas des excuses

L'école est un lieu essentiel de prévention : elle accueille quotidiennement des enfants de tous les milieux sociaux et peut aider à repérer les violences commises dans la sphère familiale. Encore faut-il que les personnels puissent assurer cette mission. EnseignantEs, infirmierEs scolaires, psychologues et assistantEs de service social ont besoin de temps, de formations et de moyens pour accueillir la parole, identifier les situations préoccupantes et orienter les victimes. Iels doivent aussi pouvoir instaurer une relation de confiance, dans un cadre confidentiel et adapté à l'âge des enfants.

Le manque de personnels, les équipes surchargées et l'affaiblissement des services médico-sociaux résultent de choix budgétaires et politiques. Ces difficultés devraient conduire à renforcer les services publics, pas à réduire les protections. Un entretien ne suffit pas : une révélation doit déboucher sur une prise en charge et une protection effectives.



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Une prévention efficace suppose des entretiens réguliers, confidentiels et adaptés à l'âge, une écoute sans jugement et une formation aux mécanismes de l'emprise. Elle passe aussi par l'éducation au consentement, à la connaissance du corps et aux droits des enfants. Chaque enfant doit pouvoir parler, être entenduE et trouver de l'aide.

Repousser à 2032 la généralisation de ce dispositif, c'est accepter que des enfants restent plusieurs années sans espace régulier pour être entenduEs. Les victimes ont besoin d'être protégées maintenant. La lutte contre les violences sexistes et sexuelles exige des moyens publics et une véritable politique de prévention. Les enfants n'ont pas à attendre 2032 pour avoir le droit d'être protégéEs.

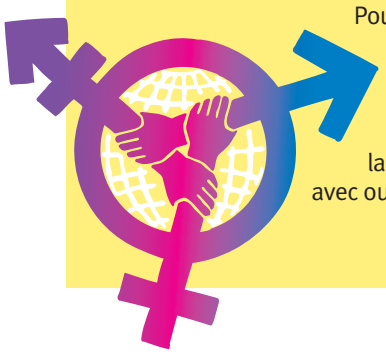
En bref



DR

Seine-Maritime Hommage à Mamadou Garanké Diallo, un an après
Il y a un an, le 17 septembre 2025, disparaissait le jeune Mamadou Garanké Diallo. Samedi 7 novembre, ses amiEs, ses proches, les militantEs des associations de solidarité avec les migrantEs s'étaient donné rendez-vous devant la boucherie de Darnétal où il était apprenti pour lui rendre hommage. Le boucher chez qui il travaillait était présent, très ému. Mamadou avait commencé son apprentissage quand il était mineur. Il a appris le métier, l'a aimé. Entre le jeune Guinéen et son employeur, une confiance et une estime réciproques sont nées.
Mais comme cela arrive malheureusement très souvent, la préfecture de Rouen a prononcé une OQTF contre lui dès qu'il a été majeur. Elle a été annulée par le tribunal administratif une première fois. Mais la préfecture s'est acharnée et l'OQTF a été maintenue. L'employeur qui voulait le garder a été menacé d'une amende et d'une lourde peine de prison pour travail illégal.
Alors tous les espoirs de Mamadou se sont évanouis. Il a pensé qu'il n'arriverait jamais à s'en sortir ici en France. Il a voulu partir en Angleterre. Mais sur la route, près de Dunkerque, il a trouvé la mort dans des circonstances encore inexpliquées.
La centaine de personnes rassemblées ont voulu honorer sa vie, son parcours, sa mémoire et dénoncer les OQTF qui frappent les jeunes dès qu'ils ont 18 ans malgré tous leurs efforts et qui brisent leur vie. Elles ont exprimé dans leurs discours leur révolte contre toutes les formes de discriminations raciales et racistes dont les OQTF font partie.
Julie Piedra, CNIRE (Commission nationale immigration contre le racisme d'État)

LGBTI TDoR : se souvenir de nos mortEs, lutter pour nos droits
Le 20 novembre, à l'occasion du Jour du souvenir trans (TDoR), nous nous rassemblons pour rendre hommage aux personnes mortes de la transphobie et de la transmisogynie. Les violences frappent d'abord les femmes trans, les personnes racisées, sans papiers, précaires et les travailleuses du sexe. Exclusion du travail et du logement, refus de soins : la transphobie tue aussi par la marginalisation. Face aux attaques contre les droits trans et à la casse des services publics, faisons converger nos luttes : pour le droit au logement, avec les étudiantEs en grève et les mineurEs non accompagnéEs le 20 novembre, puis dans les mobilisations féministes des 25 et 28.



Pour une transition libre, gratuite, à tout âge, sans psys ni juges, quelle que soit la nationalité, avec ou sans papiers !

MIGRANT·ES L'Europe raciste renforce son bras armé Frontex

La Commission européenne a présenté mardi 27 octobre une réforme de Frontex, son armée privée chargée de la surveillance des frontières, lui donnant encore plus de pouvoir et de moyens pour verrouiller l'accès à l'Union européenne et expulser les migrantEs.

Le Pacte européen sur la migration et l'asile et le règlement dit *« Retour »* ont durci le cadre législatif de la guerre que mène l'Union européenne (UE) contre les migrantEs qu'elle désigne comme une menace pour sa *« sécurité »* (*l'Anticapitaliste* n° 795). Manquait le volet militaro-policier. Commentant la réforme de l'agence Frontex que vient de concocter la Commission européenne qu'elle préside, Ursula von der Leyen rappelle que *« l'Europe sera toujours déterminée à protéger ses frontières* [...]. *C'est pourquoi nous proposons aujourd'hui de renforcer Frontex. »* Cette réforme, annoncée à peine un mois après l'adoption du règlement *« Retour »*, vise à donner à l'UE les moyens répressifs de mettre en œuvre les mesures adoptées par ces textes.

Frontex : une armée néocoloniale anti-migrantEs

Frontex est chargée depuis 2005 de patrouiller aux frontières extérieures de l'UE et de l'Espace Schengen, et d'aider les autorités nationales européennes à renvoyer les migrantEs *« en situation irrégulière »*. Cette mission se verra renforcée par la création d'une Force de réaction rapide, s'appuyant sur un centre de surveillance doté d'équipements et de technologies de pointe. Elle sera déployée pour refouler les migrantEs dans des situations de crise comme celle de Ceuta. Mais, désormais, elle interviendra au-delà même de ces frontières, dans les pays non membres de l'UE — tout particulièrement en Afrique — avec lesquels elle a conclu des accords (moyennant finances) pour *« accueillir »* au sein de centres de détention les migrantEs rejetéEs par l'UE. (Un tel hub dit *« de retour »* doit être opérationnel en 2027 au Rwanda.) Depuis ces centres, elle participera à leur expulsion, voire l'organisera, vers les pays dont iels seraient originaires, y compris ceux où iels risquent la prison et même la mort. Afin d'expulser toujours plus, plus vite et plus loin ses « indésirables », l'UE, s'appuyant sur des régimes locaux à sa solde, pourra faire intervenir son armée hors des métropoles impérialistes, dans la plus pure tradition néocoloniale, raciste. Un tel élargissement des missions et des pouvoirs de Frontex nécessite un accroissement considérable des moyens : son contingent permanent sera progressivement porté à 30 000 agentEs, dont une réserve de 17 000 misEs à disposition par les États membres de l'UE. (Selon la Cour des comptes européenne, ses effectifs n'étaient « que » de 2545 agentEs en 2024.) Et avec un budget de 11,8 milliards d'euros alloué pour 2028-2034, soit près du double de son budget actuel...



Frontex assassin !

Au moment où la Commission européenne annonce vouloir faire de Frontex *« l'acteur central de l'UE en matière de retour »*, deux enquêtes (*Mediapart*, 4/11, et *Revue21*, 28/09) confirment la collaboration criminelle entre l'agence européenne (censée participer à des sauvetages en mer !) et les garde-côtes libyens et tunisiens pour intercepter et refouler les bateaux de migrantEs, ainsi que les violences et homicides qu'à cette occasion ils commettent. Selon un récent rapport de Médecins sans frontières (9/09), *« depuis 2015, plus de 35 000 personnes ont été recensées comme décédées ou portées disparues en Méditerranée »*.
Il y a urgence à nous mobiliser pour stopper le massacre ! Il faut faire échec à cette réforme qui doit être validée par le Parlement européen et les États membres et, démanteler Frontex, abolir les lois racistes, imposer la liberté de circulation et d'installation.
Germain Gillet

INTERVIEW Deux victoires à Saint-Nazaire

Fin juin, deux luttes ont débouché sur des victoires dans le bassin nazairien : à La Poste et contre le projet immobilier de Gavy. ***Alain****, syndicaliste CGT et militant écologiste, revient sur ces mobilisations et la convergence des luttes sociales et environnementales.*

Peux-tu nous raconter ces luttes, à commencer par La Poste ?
Du 15 au 26 juin, la grève a été reconduite chaque matin par les agentEs colis et les facteurEs, à Saint-Nazaire et Pornichet (et à Guérande et Pornic pour quelques jours), à l'appel de la CGT et de SUD, malgré les provocations de l'huissier et le refus de la direction de négocier. On a fait un collectif uni, soudé et déterminé. Quotidiennement au piquet de grève, nous avons eu un soutien fantastique de l'interpro avec les militantEs de l'UL CGT et de nombreuses entreprises du bassin. Avec le soutien de la population malgré la canicule : les caisses de grève ont été importantes.
Nous avons obtenu des CDI, le maintien de trois tournées sur les dix qui étaient menacées et plus de renforts. Ne restent plus que trois bureaux : Penhoët, La Bouletterie et République. Saint-Marc a été fermé voilà quelques mois malgré une lutte importante. Donges est menacé. Nous n'avons rien gagné au niveau des salaires.

Tu as été très actif comme secrétaire CGT aussi dans la lutte contre « le projet monstrueux » — dixit le maire ! — de Gavy.
Le site de Gavy, inséré dans un paysage exceptionnel entre le bois de Porcé et le chemin de Trébezy, est un balcon boisé sur l'océan. De 1980 à 1996, il a accueilli Technip, à l'époque numéro un français de l'ingénierie. Puis il a laissé place à des campus et formations universitaires locales (comme le CESI ou l'Université de Nantes), à une école d'infirmierEs, à des formations du CNAM... Une des plus belles facs, avec des équipements bien intégrés dans l'environnement sur une falaise au bord de l'océan.
Le maire et les lobbies du béton ont projeté d'y faire un nouveau quartier avec 17 bâtiments, dont une tour de 14 étages, des immeubles de 5 à 7 étages pour 360 logements, un hôtel, un minigolf. L'association que je préside, « Natur-Action », a constitué avec 14 orgas (dont le NPA-A) le collectif Gavy-Porcé pour s'opposer à ce projet. Rassemblements à la mairie, sur la place des Droits de l'Homme et sur le site, conférence de presse, pétition ont permis de déposer un recours auprès du tribunal administratif. Les éluEs de l'opposition municipale (soutenue par le NPA-A) ont voulu remettre au maire (ex-PS) les 2000 signatures de la pétition. Le maire a refusé de les prendre et a demandé de les donner à ses services. Démocratie en béton !
Et le 30 juin, le tribunal annule le permis d'aménager du projet Gavy à Saint-Nazaire : *« La rapporteure publique du tribunal administratif de Nantes a développé les raisons pour lesquelles une évaluation environnementale aurait dû être conduite, un manquement que les opposants dénonçaient depuis l'origine. Le second motif retenu concerne directement la tour de 14 étages prévue en aplomb du bois de Porcé. Un bâtiment qui culminerait au-dessus de la cime des arbres, visible depuis la mer, et qui changerait radicalement la physionomie du quartier. Pour le collectif, cette tour représente bien davantage qu'un immeuble de plus. Elle ouvrirait une brèche dans un linéaire aujourd'hui préservé, entre Gavy et Kerlédé. »*
« C'est notre grosse inquiétude depuis le départ — en 2025 — et en fait la rapporteure nous donne raison », déclare Gwénola Kervingant (Bretagne Vivante).

Ta conclusion sur ces deux épisodes de luttes locales ?
Après ces deux victoires, la lutte continuera, tant à La Poste pour la défense des bureaux menacés comme à Donges que sur les nombreux terrains de lutte environnementale avec les Soulèvements de la Terre. Vigilance sur les sept sites « Seveso », comme Yara, producteur d'engrais — qui a préféré stopper la production de nitrate d'ammonium plutôt que de se mettre en conformité —, et la raffinerie de Donges où de nombreux « incidents » angoissent la population locale.
Il faut aussi parler de Campbon, dont la nappe phréatique alimente la moitié du département et qui est menacée par l'installation d'une plateforme.
La convergence des luttes se fait en pratique. Environnementalistes et salariéEs ensemble. Elle se réalise aussi pour la reconversion de la centrale thermique de Cordemais. Le nucléaire est aussi une préoccupation permanente portée par la coordination antinucléaire et le comité Stop Bure du Sud-Loire. Les dates de rendez-vous militants sont nombreuses. La vigilance et l'unité sont les promesses des victoires de demain.
Propos recueillis par GG (Sant-Nazer BZH)

Culture

IDÉES Colloque « Daniel Bensaïd vivant » les 27 et 28 novembre

Les 27 et 28 novembre 2026, le colloque « Daniel Bensaïd vivant » réunira à l'université Paris-Cité, sur le campus des Grands Moulins, chercheurEs et militantEs pour discuter d'une œuvre qui continue de nourrir la pensée et l'action révolutionnaires. Des militantEs du NPA-A y feront des interventions.

Disparu le 12 janvier 2010, Daniel Bensaïd fut une figure de Mai 68, un dirigeant de la Ligue communiste puis de la LCR et de la Quatrième Internationale. Philosophe et militant, il s'est attaché à reconstruire un marxisme vivant, à rebours des renoncements accompagnant le triomphe proclamé du capitalisme. Relire Marx, renouer avec la « tradition des opprimés », penser les bifurcations de l'histoire et les conditions de la rupture révolutionnaire : autant de fils d'un héritage « sans propriétaires ni mode d'emploi », à reprendre face aux urgences du présent.
Douze tables rondes sont programmées : « Une philosophie de l'histoire : briser le cours du temps » ; « Une praxis des temps présents » ; « Messianisme et mémoire vive » ; « Le pari écosocialiste » ; « Luttes de classes, luttes populaires, grève générale » ; « Histoire et utopies concrètes » ; « Art, culture, écriture : inspirations et fidélités » ; « Un internationalisme pratique » ; « Penser stratégiquement : des stratégies pour aujourd'hui » ; « Politique d'émancipation et démocratie » ; « Pour un marxisme vivant » ; « Le moment révolutionnaire : intensité et événement ».
De l'écosocialisme à la démocratie, de l'internationalisme aux stratégies révolutionnaires, ces échanges permettront de confronter les apports de Bensaïd aux questions contemporaines. Une plénière d'ouverture et une discussion de conclusion compléteront ces deux journées, conçues pour stimuler de nouvelles appropriations de sa pensée, au-delà des frontières nationales et disciplinaires.

Inscription obligatoire sur danielbensaid.org



la-breche.com
la librairie La Brèche
27, rue Taine, Paris 12e

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

RENCONTRES ET DÉBATS Venez rencontrer les militantEs du NPA-l'Anticapitaliste !

Face à l'extrême droite, pour faire gagner les mobilisations et construire une perspective politique, le NPA-l'Anticapitaliste multiplie les rencontres et les débats. Venez en discuter avec nous !

Les interventions médiatiques de Philippe Poutou et d'Olivier Besancenot, les expressions et les actions du NPA-l'Anticapitaliste dans la séquence d'affrontement social en cours montrent à une large échelle que notre parti est utile, qu'il porte une voix indispensable, sans équivalent dans le paysage politique français.

Unitaires et révolutionnaires

Dans la révolte en cours, nous sommes pleinement engagéEs aux côtés de la jeunesse et des salariéEs mobiliséEs. Face à la répression, nous défendons le droit de manifester, la libération des personnes arrêtées et l'abandon des poursuites. Pour gagner sur les revendications, contre l'austérité et la vie chère, nous proposons de renforcer l'auto-organisation, de coordonner les secteurs en lutte et d'étendre la grève jusqu'à bloquer l'économie.
La convergence entre jeunesse, quartiers populaires et monde du travail peut construire le rapport de forces nécessaire pour faire tomber le budget et le gouvernement, et ouvrir la voie à une rupture avec les politiques au service des capitalistes.
Face au danger de l'extrême droite et à la fascisation, nous défendons la construction d'un front unique antifasciste rassemblant largement les organisations du mouvement ouvrier, les syndicats, les associations et les collectifs en lutte. Un front ancré dans les mobilisations sociales, antiracistes, féministes et écologistes, capable d'agir dès maintenant et de durer au-delà des élections. C'est dans cette perspective que nous abordons la présidentielle de 2027 : contribuer à battre l'extrême droite dans la rue comme dans les urnes, en œuvrant au rassemblement autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, tout en conservant notre indépendance politique et organisationnelle. Nous voulons construire une dynamique collective et démocratique, porter nos propositions anticapitalistes et renforcer la capacité de notre camp social à défendre ses intérêts.

Des réunions publiques ouvertes

Pour mettre en débat nos propositions sur la révolte sociale en cours et notre démarche politique, les réunions publiques des comités du NPA-A se multiplient un peu partout.
Ces dernières semaines, par exemple, diverses initiatives ont eu lieu : à Montpellier, une rencontre sur le danger de l'extrême droite pour la jeunesse associait Amyxus, Ugo Palheta et les Jeunesses anticapitalistes, tandis que Grenoble accueillait les 16 et 17 octobre le week-end antifasciste *« Tant qu'il le faudra »*. Le 4 novembre, le meeting parisien du NPA-A *« 2027 : révolte sociale et antifasciste ! »* réunissait des représentantEs politiques, des militantEs des luttes antiracistes et des jeunes mobiliséEs. À Melun, l'assemblée ouverte du 12 novembre interrogeait les suites du mouvement ; le 14 novembre, la fête anticapitaliste de Limoges articulait mobilisations lycéennes et sociales et débat avec Romaric Godin sur les liens entre capitalisme et fascisme, tandis qu'à Montbrison, la discussion portait sur les suites de la révolte et la campagne pour le vote Mélenchon.



Deux camarades du NPA-A 42 animent une réunion publique à Montbrison. Photo NPA-A 42

Ces échanges se poursuivent le 17 novembre à Montpellier avec l'assemblée ouverte *« Battre l'extrême droite dans la rue et dans les urnes »*, puis le 18 à Toulouse autour du passage de la mobilisation des jeunes à la grève générale. Christine Poupin participera ensuite à la réunion publique *« Pour une révolution écosocialiste »* à Poitiers le 19 novembre, à la fête du NPA-A de Rennes le 21, puis à une réunion pour un front unitaire, social et antifasciste à Quimper le 2 décembre. Le lendemain, à Orléans, Aurélianne Abitbol animera une réunion publique sur le front social et antifasciste.
Venez y rencontrer nos militantEs, partager vos expériences de lutte et discuter des moyens de faire gagner nos mobilisations. Pour connaître les prochains rendez-vous près de chez vous, consultez l'agenda du NPA-l'Anticapitaliste et prenez contact avec nos comités !

La rédaction

L'agenda des initiatives sur notre site : https://npa-lanticapitaliste.org/agenda

LES NÔTRES Jean-Pierre Martin

En quelques mois, Jean-Pierre Martin, notre camarade, a été emporté par la maladie.

C'est avec une grande tristesse que celles et ceux d'entre nous qui ont eu le plaisir et la chance de le rencontrer comme militant et comme professionnel du soin psychique ont appris sa disparition.
Au lycée Condorcet, où il fait ses études, il rencontre, en pleine guerre d'Algérie, Hubert et Alain Krivine, rejoint le PCI et la IVe Internationale. Avec eux, il s'engage dans le soutien militant à la révolution algérienne (il sera « porteur de valises ») et dans la lutte antifasciste avec le Front universitaire antifasciste.

Anticolonialiste

L'anticolonialisme sera l'un des fils conducteurs de sa vie militante. Sa solidarité avec le peuple algérien prendra de multiples formes. On le trouve parmi les équipes de Médecins du monde après le tremblement de terre de Boumerdès en 2003. En 2005, il est à l'initiative d'une rencontre avec des équipes de soins de l'hôpital Frantz-Fanon à Blida, après la terrible décennie noire en Algérie. Ces dernières années, lors de ses voyages en Kanaky avec Anh, il a suivi avec indignation le retour en force des pires méthodes de domination coloniale.
C'est aussi cet engagement qui l'a poussé jusqu'à la fin de sa vie à se rendre à sa consultation de Médecins du monde, pour les migrantEs, à Paris.
Militant de la Ligue communiste puis de la LCR pendant de nombreuses années, il est ensuite devenu membre d'Ensemble. Il suivait avec intérêt la vie du NPA et en particulier de sa commission santé sécu social, nous envoyant des contributions ou y animant un débat sur la psychiatrie.

L'émancipation de la psychiatrie

Psychiatre, Jean-Pierre a consacré sa vie professionnelle à ce qu'il a appelé dans son dernier livre *l'Émancipation de la psychiatrie*. Une émancipation qui, pour lui, était indissociable de l'émancipation sociale. Ne se satisfaisant pas de la dénonciation des institutions psychiatriques existantes, il s'est efforcé, comme chef de service à Denain, au Centre d'accueil et de crise du centre de Paris, puis avec les équipes psychiatrie et précarité, de promouvoir des pratiques psychiatriques dans lesquelles l'accueil de la personne en souffrance et de son entourage était un préalable à un éventuel traitement. Dans la tradition de la psychothérapie institutionnelle et de la psychiatrie de « secteur », il considère le soin psychique comme un travail collectif auquel participent pleinement les infirmierEs et tous les autres membres de l'équipe de soin, non comme exécutantEs, mais comme acteurEs. Dans cet esprit, il participe aux Ceméa et à leur revue *VST*.
Militant à l'Union syndicale de la psychiatrie, il a contribué à faire de cette organisation, comme le disent ses camarades, *« un syndicat qui ne défend pas un statut mais une idée du soin »*. Il participe aux discussions du Printemps de la psychiatrie et du Tour de France de la santé. Jean-Pierre n'a cessé de mener le combat contre le retour en force d'une psychiatrie sécuritaire « d'ordre public » destructrice du soin psychique.



Photothèque Rouge – CC

Théoricien militant

Comme militant et comme professionnel, Jean-Pierre considérait que la théorie est essentielle, mais qu'elle prend sens uniquement si elle est liée à une pratique et sert à l'éclairer. En politique comme en psychiatrie, il était pour lui indispensable que les principes généraux se traduisent en actes.
À la retraite, on le voit encore participer à une action de quartier pour l'ouverture d'un centre de santé ou interpeller la députée de sa circonscription sur les insuffisances d'un rapport parlementaire sur les urgences psychiatriques.
Il nous reste aujourd'hui ses ouvrages, riches et nourris de cette pratique, et le souvenir d'un camarade avec qui on était heureux de partager des moments chaleureux. Ils nous aideront à poursuivre les combats, toujours d'actualité, que Jean-Pierre a menés. Le NPA-l'Anticapitaliste adresse à Anh, à ses enfants et à ses proches ses pensées et ses condoléances attristées.

Le comité exécutif du NPA-l'Anticapitaliste
La commission nationale santé sécu social du NPA-l'Anticapitaliste

LA JEUNESSE EN LUTTE

«Quand on goûte à ce rêve-là, il est dur de faire marche arrière…»

Entretien *avec* ***les Jeunesses anticapitalistes*** *du NPA-A sur l'immense vague de mobilisation de la jeunesse, qui bouscule l'agenda politique et social en France et dans de nombreux pays.*

Qu'exprime, selon vous, cette révolte de la jeunesse ?

Nous sommes une jeunesse qui a grandi dans un monde où chaque année l'été était plus insoutenable que le précédent, où nos grands frères et nos grandes sœurs n'ont pas pu faire les études qu'iels voulaient, où nos parents ont eu de plus en plus de difficultés à trouver ou conserver un emploi. L'avenir qui nous est promis n'est pas enviable, et il est traité comme la dernière des priorités.

Cette révolte de la jeunesse exprime le refus de l'avenir complètement bouché qui se dessine pour nous. Il y a d'abord la crise climatique, qui avait déjà mobilisé la jeunesse à la fin des années 2010 avec les marches pour le climat, et qu'on ressent de plus en plus fortement chaque été. Mais l'impasse, c'est aussi le chômage et la précarité que nous promettent les politiques néolibérales. Les études sont de plus en plus coûteuses et difficiles d'accès, et à la sortie, aucun emploi ne nous attend.

> Cette révolte de la jeunesse exprime le refus de l'avenir complètement bouché qui se dessine pour nous

Ce mouvement est aussi très lié aux mobilisations dans les colonies françaises contre la vie chère, le manque d'eau et la violence sans limite de la police, et au traitement raciste réservé à ces luttes. Il s'inscrit aussi dans la continuité des dernières mobilisations : la convergence avec les Gilets jaunes, les révoltes contre les violences policières après la mort de Nahel, et toutes ces luttes réprimées et ignorées.

Comment le mouvement a-t-il commencé et qu'est-ce qui a permis son extension ?

Dans l'Hexagone, le mouvement a commencé dans les lycées de banlieue parisienne, pour dénoncer les établissements délabrés et les classes surchargées. Mais plus largement, le déclencheur, c'est le refus de l'inégalité de traitement entre ces lycées et ceux du centre-ville, et surtout du traitement raciste que le gouvernement réserve à ces villes.

Le mouvement arrive aussi après un nouvel été à plus de 40 °C, qui annonce les années à venir, et au début d'une année d'élection présidentielle où la jeunesse mineure n'a pas son mot à dire, alors qu'elle ne sera pas épargnée si le fascisme arrive au pouvoir.

> La seule réponse a été une police d'une extrême violence, qui n'a rien changé à ses habitudes coloniales de maintien de l'ordre en banlieue

Dans le Val-de-Marne, les blocus se sont multipliés et les AG ont commencé. Puis ce fut le tour des lycées parisiens intra-muros, qui retrouvaient chez eux les mêmes locaux délabrés et les mêmes classes surchargées, mais qui se sont aussi mobilisés en soutien à leurs camarades.



© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

En face, la seule réponse a été une police d'une extrême violence, qui n'a rien changé à ses habitudes coloniales de maintien de l'ordre en banlieue.

Ensuite, ce sont les facs qui se sont mises à bloquer. Contre Parcoursup, Mon Master, et tous les systèmes de sélection, contre les rythmes aliénants, contre « Bienvenue en France », le plan raciste qui augmente les frais d'inscription des étudiantEs étrangerEs, et tout simplement contre la précarité et le manque d'avenir.

Quelles revendications rassemblent aujourd'hui la jeunesse mobilisée ?

Les revendications sont très claires et larges depuis le début ! C'est un refus total de l'extrême droite, c'est un refinancement massif des services publics et en particulier du secteur de l'éducation, c'est la fin de ces rythmes aliénants que sont les 8 h-18 h et les cours le samedi, c'est la fin des systèmes de sélection que sont Parcoursup et Mon Master ou des systèmes de préférence nationale comme « Bienvenue en France », et c'est la fin de ce déni total de démocratie, qui passe notamment par la violence extrême et raciste de la police.

> La première victoire, c'est l'élargissement de la mobilisation

La première victoire n'est pas à trouver du côté des miettes concédées par le gouvernement : c'est l'élargissement de la mobilisation, qui a rassemblé pas moins de 450 000 personnes le 6 octobre, 800 000 les 17 et 24 octobre, et 1 600 000 le 5 novembre ! Cette convergence et cette durée ont permis une forte politisation des jeunes générations, ainsi qu'une radicalisation et une extension des mots d'ordre.

Où en est le mouvement aujourd'hui ?

En ce moment, on sent que le mouvement fatigue. Certains lycées reprennent les cours, les appels à la grève ne sont plus aussi massivement suivis que le 5 novembre, et les techniques de répression font leur effet. Cependant la motivation reste présente et la colère des lycéenNEs n'a pas disparu.

La plus grande difficulté, c'est le manque de perspectives : avec les élections qui approchent, difficile d'imaginer un changement radical d'ici là. Dans les facs, c'est un peu différent car de nombreuses universités populaires se sont montées dans les occupations et continuent de vivre. Ce sont des espaces privilégiés pour expérimenter un nouveau monde et s'auto-organiser, où l'art et la culture ont une grande place. Et quand on goûte à ce rêve-là, il est dur de faire marche arrière…

Comment voyez-vous la suite de la mobilisation ? Quelles sont les perspectives ?

Le mouvement a vraiment besoin de changer de forme. Il ne peut plus reposer uniquement sur la jeunesse, attaquée de toutes parts : violences policières, pressions parentales, scolaires et administratives.

> Le mouvement a besoin de changer de forme : il ne peut plus reposer uniquement sur la jeunesse

La naissance des universités populaires est déjà une très bonne chose, mais n'est que très peu visibilisée. Beaucoup demandent un nouveau 17 octobre, pour que cette colère accumulée puisse s'exprimer plus librement. Ce qui est sûr en tout cas, c'est que les manifestations régulières du samedi ne doivent pas être le seul moyen de s'exprimer.

Comment envisagez-vous le rôle des Jeunesses anticapitalistes dans ce mouvement, pourquoi et comment vous rejoindre ?

En tant que Jeunesses anticapitalistes, nous travaillons surtout à entretenir cette colère et à lutter contre la démotivation. Nous participons aux AG, nous nous mobilisons sur nos lieux d'étude, nous préparons du matériel, nous nous plaçons comme outil de la lutte.

Notre atout, c'est aussi de pouvoir faire le lien avec les syndicats de travailleurEs via le NPA-A, et d'essayer d'élargir le mouvement dans des cadres unitaires.

Nous veillons aussi à ce que les coordinations régionales et nationales, lycéennes et étudiantes, soient librement représentatives. Les JA (comme le NPA-A) n'ont pas pour but d'imposer une ligne politique ou revendicative, mais d'aider à l'affirmation et à l'émancipation de cette jeunesse révoltée. Rejoignez-nous ![1]

Propos recueillis par la rédaction

1 – Instagram, X, TikTok : @jeunesses_antica



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste

Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n° 176-177 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 5 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à :

redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org